



Quelques infos autour de nous :

20 février 2010

Fronde syndicale à France Télévision ...

Le climat social devient de plus en plus tendu à France Télévisions aussi les syndicats de l'audiovisuel public (France télévisions, Radio France, l'INA, etc.) ont saisi la justice pour de réclamer l'allongement de la durée de la négociation portant sur la nouvelle convention collective.

En vertu de la loi audiovisuelle, Patrick de Carolis pourrait achever son quinquennat sur une signature des accords au 7 juin prochain... Si le tribunal de grande instance de Paris donne raison aux syndicats, Monsieur de Carolis ne pourra pas mener à bien l'ultime étape de la réforme.

19 février 2010

Un sixième suicide...

Alors qu'il y a une semaine, la Direction de France Télécom faisait état de deux nouveaux suicides de salariés hors de leurs lieux de travail, le week-end dernier, à nouveau, un salarié de France Télécom se donnait la mort à son domicile portant à 6 le nombre de suicides dans l'entreprise depuis le début de l'année.

Les syndicats de l'opérateur interpelle la Direction alors le P-DG Didier Lombard laisse les rênes à son bras droit Stéphane Richard au 1er mars.

18 février 2010

Le Medef prêt à négocier...

Estimant qu'il y a assez d'informations sur la table de travail, le Medef affirme qu'il est prêt à entamer "*rapidement*" une négociation sur la modernisation du dialogue social incluant l'information des salariés sur le partage de la valeur ajoutée, mais que "*par deux fois, ce sont les organisations syndicales qui n'ont pas voulu*".

Pourquoi les profs font grève...

CGT Education, CNT Education, FIDL, SN-FO-LC, SNEP, SNES et SUD Education appellent les enseignants des académies de Paris, Créteil et de Versailles à faire grève afin :

- d'obtenir plus de recrutements

- d'éviter une trop forte sanctuarisation de l'école
- de lutter contre les intrusions dans les établissements
- de limiter le nombre d'élèves en seconde
- de permettre la titularisation rapide des contractuels
- de revoir la réforme de la formation des maîtres
- de retirer la réforme des lycées

Emporiki, fait ses comptes...

Alors qu'en 2008 le montant des pertes la filiale grecque du Crédit Agricole se montait à -491,8 Millions d'Euros. En 2009, l'influence d'un environnement économique dur et l'alignement de sa politique de risque sur celle de sa maison-mère, elle enregistre une perte nette de -582,6 Millions d'Euros.

L'établissement a cependant généré un bénéfice net bancaire de 751 ME (-5%) alors que son résultat brut d'exploitation est en hausse de 41,4% à 104,2 ME et que selon les déclarations de sa Direction les résultats "sont en ligne avec le plan de restructuration et de développement 2009/2013 selon lequel la banque renouera avec les profits en 2011".

Crédit Agricole prépare a sortie...

Après l'annonce de la dissolution de son pacte d'actionnaires avec Generali, la banque verte a signé un accord avec Intesa Sanpaolo cédant 0,8% de sa participation dans Intesa et rachetant entre 150 et 200 agences Intesa. Cette transaction permet de résoudre définitivement le conflit entre le Crédit Agricole et l'autorité de la concurrence italienne.

Mieux que les attentes...

Avec 678 millions d'euros pour l'exercice 2009, la Société Générale a dégagé trois fois moins de bénéfice net que l'année précédente.

Ce chiffre ressort toutefois supérieur aux prévisions qui tablaient sur un résultat moyen de 605 millions d'euros

Les clignotants au vert ...

À l'instar de BNP Paribas qui annonce avoir quasiment doublé son bénéfice en 2009 (5.832milliards d'euros), grâce notamment à ses activités de marché trois autres banques françaises cotées (Société Générale, Crédit Agricole et Dexia) devraient toutes publier de solides bénéfices annuels malgré la crise. Seule Natixis devrait afficher des pertes, qui pourraient également entraîner dans le rouge sa maison mère BPCE (non cotée).

17 février 2010

Tentatives de suicide à Pôle emploi ...

Après deux tentatives de suicide au sein du service public de l'emploi en Languedoc-Roussillon et en Corse, CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FO, SNAP, SNU, SUD et UNSA ont fait part de leurs vives préoccupations.

Ces syndicats qui estiment que les circonstances de ces drames "laissent présager un lien direct avec sa souffrance liée aux conditions de travail", demande une négociation sur la "prévention des risques psycho-sociaux" et exigent des "mesures immédiates et adaptées" de la part de leur direction devant le nombre des

problèmes qui mettent les salariés sous pression : charges de travail excessives, carences en gestion humaine, métiers déstructurés, espaces de travail bouleversés, horaires de travail non contrôlés.

Mobilisation dans l'Ile-de-France...

A l'appel du SNES, de la CGT, de FO, de Sud et du SNALC le mouvement des enseignants de l'académie de Créteil devrait s'entendre, jeudi ,dans les collèges et lycées des trois académies d'Ile-de-France puis être suivi d'une mobilisation nationale assortie avec une grève début mars.

Nouveau Directeur général délégué...

Le Directeur Général de la caisse d'Anjou et du Maine, Bruno de Laage, a été nommé Directeur Général Délégué de Crédit Agricole SA.

A compter du 1er mars, il prendra en charge la banque de détail (Caisses régionales, LCL, l'international) ainsi que et les systèmes et services de paiement.

A compter du 1er avril la direction Générale Déléguée sera composé de trois personnes : M. de Laage, Jean-Yves Hocher et Michel Mathieu.

16 février 2010

Dans le viseur du gouvernement...

Alors que la réforme des retraites et dans les feux de l'actualité, le gouvernement voit d'un très mauvais œil les plans sociaux ciblant les seniors.

Le ministre du Travail estime (a juste titre semble-t-il) qu'il " *est inutile que nous essayions de faire travailler tout le monde plus longtemps, si systématiquement, lorsqu'il y a un plan social de quelque nature, on fait partir les gens à 55 ans*"

Alors que le recul de l'âge légal de la retraite semble faire partie des pistes suivies par le gouvernement pour la réforme des retraites, les syndicats estiment que cette mesure pousserait le taux de chômage des salariés âgés à la hausse.

Pour permettre aux salariés de travailler jusqu'à la liquidation de leur retraite, M. Darcos veut donc "*interdire des plans sociaux qui s'appuient sur des départs prématurés des seniors*".

A noter que la France détient l'un des plus faibles taux d'emploi des seniors en Europe, environ 38% des 55-64 ans.

Un contrôle politique de la BCE...

Selon certains experts au vues de la crise de la dette publique en Europe, Il faut réformer la Banque centrale européenne(BCE)

Ils font remarquer que c'est en partie avec les liquidités fournies par la BCE, que les fonds, les banques, les compagnies d'assurance spéculent sur les titres de dette publique.

Ce petit jeu leur a permis de regonfler leurs marges en empochant la différence entre les taux, mais il a contribué aussi à fragiliser la reprise économique et à mettre le feu au marché des titres de la dette publique européenne.

Bien plus que les établissements ordinaires, la BCE a ce pouvoir de créer de la monnaie ex nihilo afin de permettre au système bancaire dépendant d'elle de

répondre aux besoins de financement de l'économie alors, pour les financiers, une évidence s'impose: il faut un contrôle politique et populaire de la Banque centrale européenne pour vérifier l'usage des fonds mais aussi pour veiller au respect de critères d'efficacité sociale des financements accordés

Plainte contre France Télécom...

En Meurthe-et-Moselle, le syndicat SUD a déposé plainte contre France Télécom pour harcèlement moral et discrimination.

Le stress au travail relève du management...

Un rapport, fruit de trois mois de travail de Henri Lachmann, président du conseil de surveillance de Schneider Electric, Christian Larose, vice-président du Conseil économique, social et environnemental, et Muriel Pénicaud, directrice des ressources humaines de Danone, a été remis au Premier ministre.

Pour les auteurs "La santé des salariés est d'abord et avant tout l'affaire de managers, ça ne s'externalise pas et ce n'est pas une affaire de docteurs"

Ils invitent à préférer la performance collective à la performance individuelle et à prendre en compte l'impact humain de tout projet de réorganisation dans l'entreprise.

Ils mettent aussi en garde contre la place prise par les nouvelles technologies de communication comme internet, au détriment du dialogue direct en soulignant qu'il n'est toutefois pas question de passer par la contrainte, comme pour le travail des seniors et des handicapés.

Ils recommandent de tenir compte d'indicateurs sociaux dans la rémunération des dirigeants et de mettre le sujet au menu des conseils d'administration .

Ils font remarquer que, pour les managers, "la performance économique ne peut être le seul critère d'attribution de la rémunération variable" et que "La performance sociale doit aussi être prise en compte, incluant notamment des indicateurs de santé, de sécurité et de conditions de travail - par exemple le 'turn over', les accidents du travail, la satisfaction des salariés, la promotion interne".

François Fillon a dit son intérêt pour cette proposition, qui devra selon lui être traitée par les partenaires sociaux dans le cadre du débat sur le partage de la valeur ajoutée.

Christian Larose, pour sa part, insiste sur le fait que la multiplication des suicides liés au travail "exercent une pression sur les entreprises car il est clair qu'il y a des gens qui vont mal, des messages qui ne passent pas" toutefois il déplore le peu d'intérêt des organisations patronales sur le sujet.

Pour le ministère du Travail, plus d'un travailleur sur deux travaille dans l'urgence, plus d'un sur trois reçoit des ordres ou indications contradictoires, et plus d'un sur trois déclare vivre des situations de tension dans ses rapports avec ses collègues ou sa hiérarchie.

A note qu'en France, depuis 2007, le risque psychosocial est la première cause de consultation pour maladie professionnelle.

15 février 2010

Ce qui a été abordé au sommet social...

Dans le cadres du sommet social les partenaires sociaux ont été reçu à l'Elysée par le Président de la République.

Outre la réforme des retraites ils ont abordés le problème des chômeurs en fin de droits, la réforme de la dépendance et les mesures anti-crise

Le technicentre de l'Aisne inquiète...

Le secrétaire régional du syndicat **Sud-rail** Picardie réagit le premier lorsque que le directeur régional de la SNCF se voulant rassurant déclare « Le site n'est pas menacé. Je démens formellement les rumeurs infondées. »

Pour ce représentant Syndical il est faux que le site du technicentre de Tergnier n'est pas menacé. En premier lieu, c'est la baisse d'effectif qui l'inquiète : 689 agents en 2008 moins de 529 prévu fin 2010...

De plus le fantôme de Longueau hante, à l'époque de belle promesses avaient été faite 200 emplois de plus ; travaux dans les locaux... rien !!! si ce n'est 5 ans après c'était vendu...

Pour le personnel comme pour les syndicats "*On est dans un flou total, on ne sait pas où on va*".

Journée d'action speciale « retraites »...

Après le sommet social de l'Elysée, CGT, CFDT, FSU, Solidaires (dont les syndicats **Sud**) et Unsa appellent à «une mobilisation interprofessionnelle unitaire» avec «des grèves et des manifestations dans tout le pays» le 23 mars.

FO, estimant que la déclaration commune n'évoquait pas explicitement les retraites, "*ce qui est démobilisateur*" n'a pas adhéré au mouvement.

Les syndicats sont inquiets à la perspective d'une réforme à la hussarde qui pourrait être menée par le gouvernement pendant les congés de l'été. Ils souhaitent que "*le débat sur les retraites prenne en compte l'ensemble des questions tant au niveau du privé que du public, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le code des pensions et la réduction des inégalités*".